

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/910

ARRÊTÉ

du **14 OCT. 2019** portant mise en demeure à la société
MHI EQUIPMENT ALSACE de respecter les dispositions de l'arrêté
préfectoral n°2014276-0013 du 3 octobre 2014

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014276-0013 du 3 octobre 2014 portant prescriptions complémentaires à la société MHI Equipment Alsace Sas pour l'exploitation de son site situé 1 rue de la Fonderie à Mulhouse, en référence au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement,
- VU** le rapport du 20 septembre 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite du 10 septembre 2019,

CONSIDÉRANT la vétusté des réseaux incendie empêchant la fourniture des débits d'extinction d'incendie requis et l'absence de vérification de la faisabilité de pomper les eaux d'extinction dans le cours d'eau de l'Ill en période de basse eaux,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société MHI Equipment Alsace, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de sécurité incendie situées 1 rue de la Fonderie à Mulhouse, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014 reprises ci-après :

- **« ARTICLE 7.6.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

Un plan des moyens de première intervention (extincteurs et RIA) est tenue à disposition de l'inspection. »

- **« ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la

disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

- **« ARTICLE 7.6.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'exploitant dispose a minima de :

- *une réserve d'eau disponible constituée par le bras de l'Ille traversant la partie Ouest du site. L'exploitant s'assure de la disponibilité de cette réserve en eau dont le volume doit être constitué à minima d'un volume de 240m³/h fois 2 heures. (...)*

Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.(...)

- *un réseau fixe d'eau incendie alimenté par les poteaux du village industriels et les poteaux incendie de la ville. Ce réseau comprends au moins :*

- *4 poteaux incendie normalisés de la ville située à proximité du site sur sa partie Est et Nord, délivrant simultanément*

560m³/h pendant 2 heures à une pression supérieure à 1 bar.

- *Avant le 30 juin 2015, 4 poteaux incendie normalisés du village de fonderie situé sur la partie Ouest des installations,*

délivrant simultanément 240m³/h pendant 2 heures à une pression supérieure à 1 bar.

- *des hydrants du village de la fonderie répartis sur le site permettant de délivrer chacun 60m³/h pendant 2 heures à une*

pression supérieure à 1 bar.

(...)
Tous ces dispositifs devront faire l'objet d'un contrôle périodique, les Procès Verbaux de vérification, contrôle, entretien et tout autre maintenance sur ces installations seront mis à disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société MHI Equipment Alsace.

Fait à Colmar, le **14 OCT. 2019**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

